

Annexe 12

L'extradition de Julian Assange vers les États-Unis serait "une atteinte au travail de tous les journalistes"



Au cours d'une conférence de presse organisée à Paris le 20 février avec des avocats internationaux de Julian Assange, Eric Dupond-Moretti, Antoine Vey, Baltasar Garzon, accompagnés de John Shipton, le père de Julian Assange, Christophe Deloire, le secrétaire général de RSF s'est fermement opposé à la menace d'une extradition de Julian Assange vers les États-Unis, où il risque jusqu'à 175 ans de prison pour avoir transmis des informations d'intérêt général à des journalistes.

Conférence de presse de l'équipe de défense européenne de Julian Assange

Intervention de Christophe Deloire, secrétaire général de RSF

A Londres lundi prochain

L'équipe de Reporters sans frontières (RSF) sera à Londres lundi matin car l'audience qui se tiendra à la prison de Belmarsh recouvre une importance particulière pour la liberté de la presse. Au-delà du sort d'un homme, ce qui va se jouer dans les semaines à venir, c'est la possibilité même de révélations journalistiques majeures sur les secrets des Etats. Soutenir Julian Assange, c'est une obligation impérieuse pour ceux qui entendent résister à l'extension abusive du domaine du secret. Un secret opposé de plus en plus aux journalistes qui enquêtent sur des sujets d'intérêt public aussi importants que le comportement des Etats.

La bonne question aujourd'hui

Nous savons que le personnage de Julian Assange peut susciter des sentiments divers, que certaines de ses positions ont pu surprendre jusqu'à ses amis. Mais ce n'est pas la question. Dire si Julian Assange est un héros ou un saint, ce n'est pas la question. Aimer ou ne pas aimer Julian Assange, ce n'est pas la question. Accepter ou pas qu'une contribution au journalisme soit assimilée à de l'espionnage, c'est la question.

Une contribution historique au journalisme

Disons-le clairement, Julian Assange a apporté une contribution historique au journalisme. Rappelons-nous la liste des partenaires médiatiques de Wikileaks : *Le Monde*, le *New York Times*, le *Guardian*, le *Washington Post*, *L'Espresso*, *Der Spiegel*, *El Pais*, *Libération*, le *Wall Street Journal*, *The Telegraph*... Et n'oublions pas la vidéo "Collateral Murder", qui a révélé la vérité sur la mort de 18 personnes, dont un journaliste de Reuters et son assistant, abattus le 12 juillet 2007 à Bagdad par un tireur d'hélicoptère américain. Le travail d'Assange pour la révélation de cas de tortures, d'enlèvements ne relève à l'évidence pas de l'espionnage. Accuser Assange d'espionnage pour ce travail-là, c'est faire peser pour l'avenir, sur les médias, sur le journalisme, une menace terrible.

Persécution politique et judiciaire

Le mot n'est pas trop fort, Assange fait l'objet d'une persécution politique et judiciaire, qui l'a obligé à se réfugier à l'ambassade d'Equateur pendant sept ans et est la cause de son maintien en détention. Assange est poursuivi par les Etats-Unis sur le fondement d'une loi rétrograde, l'*Espionage Act*, pensée pour des temps de guerre, et qui pourrait amener à ce qu'il soit condamné au total à 175 ans d'emprisonnement. Le rapporteur des Nations Unies Nils Melzer l'a largement démontré. Les conditions de détention d'Assange s'apparentent à de la torture psychologique et des traitements inhumains.

Demandes au Royaume-Uni et aux Etats-Unis

Nous demandons à la justice américaine, à l'administration Trump, de mettre fin à cette procédure de Grand Jury qui, aujourd'hui, apparaît aux yeux du monde comme un jeu de dés pipé. Nous leur demandons de clore cette procédure qui ne fait pas honneur au pays du Premier amendement. Où est le Premier amendement ? Si Assange est jugé conformément à l'*Espionage Act*, il n'aura même pas la possibilité de prouver l'intérêt public des informations qu'il a dévoilées. Cette procédure enfreint la Constitution américaine. C'est l'exemple démocratique de Thomas Jefferson et Benjamin Franklin qui se trouve en danger. Nous demandons à la justice britannique de ne pas être complaisante et de refuser l'extradition d'Assange. Sans légitimer la procédure, nous demandons à ce qu'Assange soit libéré jusqu'à la décision des juges afin qu'il puisse recevoir des soins adéquats et préparer sa défense comme il se doit.

Demande d'asile aux Etats européens

En juillet 2013, avec Assange, nous avons rédigé ensemble une tribune, que nous avons publiée dans de nombreux pays, pour défendre Edward Snowden, qui venait de révéler le système de surveillance mondial Prism. Alors que Snowden était en exil à Hong Kong, nous avons demandé aux Etats de l'Union européenne de lui réserver le meilleur accueil, sous quelque statut que ce soit. Les Etats européens n'avaient pas, alors, accédé à cette demande, par respect pour un pays qui dans son histoire a porté haut la liberté d'expression, par crainte sans doute aussi, mais cette requête je la formule aujourd'hui pour Assange lui-même. RSF demande officiellement aux Etats européens d'accorder une protection à Assange, au nom de la démocratie et de la liberté de la presse.

Pétition contre son extradition

Tout le monde peut se mobiliser. Reporters sans frontières (RSF) a lancé une pétition contre son extradition vers les États-Unis, qui a déjà recueilli des dizaines de milliers de signatures. J'invite aussi le public à participer à une réunion de soutien et de défense aux lanceurs d'alerte et contre la criminalisation du journalisme, organisée par RSF et d'autres organisations et médias ce soir, jeudi 20 février, à Paris. (<https://rsf.org/fr/free-assange>)